

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Asie > Birmanie / Myanmar > Mouvements sociaux, syndicalisme (Birmanie / Myanmar) > **Les Global Unions contestent la légitimité de la junte du Myanmar à la CIT**

Les Global Unions contestent la légitimité de la junte du Myanmar à la CIT

mardi 27 juillet 2021, par [Conseil des Global Unions \(CGU\)](#) (Date de rédaction antérieure : 18 mai 2021).

18 mai, 2021. Par solidarité avec le mouvement syndical du Myanmar, le Conseil des Global Unions a promis de contester la légitimité de la junte du Myanmar dans tout le système des Nations unies, y compris à la 109^e session de la Conférence internationale du travail (CIT) qui débutera bientôt.

Depuis le coup d'État du début février, la répression sanglante de l'armée a tué plus de 750 personnes qui participaient au mouvement de désobéissance civile. Quelque 3.000 élus, activistes, travailleurs et étudiants ont été arbitrairement détenus et torturés.

Pendant un webinaire consacré, le 12 mai, au combat des syndicats pour la démocratie au Myanmar, la secrétaire générale de la Confédération syndicale internationale, Sharan Burrow, a annoncé que les Global Unions déposeront, à la CIT du mois de juin, une résolution contestant la légitimité de la junte en tant que représentante du Myanmar.

En 1999, la CIT avait exclu le régime militaire de toutes les réunions de l'OIT en raison de son recours massif au travail forcé. La sanction avait été levée en 2012 lorsque le pays avait entamé un processus de démocratisation.

« Nous devons prendre des mesures concrètes à la prochaine CIT. Les militaires n'ont que faire des résolutions, mais ils craignent des sanctions. Il y a vingt ans, lorsque l'OIT en a imposé au Myanmar, on a vu leur attitude changer, »

a dit Maung Maung, le président de la Confédération des syndicats du Myanmar (CTUM).

Ces crimes contre l'humanité ont déclenché de la part d'acteurs internationaux des actions de solidarité, avec notamment des sanctions officielles ciblées contre des entreprises ayant des liens avec l'armée, l'annulation par des multinationales de leurs investissements, des campagnes de solidarité et des dons, et la médiation de pays de l'ANASE avec un consensus en cinq points.

Le Conseil des Global Unions (CGU) exhorte les syndicats du monde entier à faire pression sur leurs gouvernements pour qu'ils reconnaissent le gouvernement d'unité nationale du Myanmar, à soutenir la lutte par des dons à son fonds de grève et à réclamer des multinationales qu'elles s'associent aux sanctions économiques coordonnées.

Valter Sanches, le secrétaire général d'IndustriALL Global Union, a déclaré :

« Nous serons aux côtés de nos camarades du Myanmar jusqu'à la victoire. IndustriALL fait pression sur des multinationales pour qu'elles rompent tout lien avec la junte, en particulier celles du pétrole et du gaz, de l'habillement et du textile. Ce gouvernement illégitime doit rendre des comptes pour ces graves crimes contre l'humanité et les entreprises étrangères de doivent entretenir aucune

forme de coopération avec lui. »

Le rapporteur spécial des Nations unies sur la situation des droits de l'homme au Myanmar, Tom Andrews, a appelé la communauté internationale et les organisations syndicales à intensifier leurs actions, disant qu'il est essentiel d'organiser un mouvement en-dehors du Myanmar et d'agir avec audace pour exiger un éventail complet de sanctions contre le régime.

Conseil des Global Unions (CGU)

P.-S.

•

<http://www.industrialunion.org/fr/les-global-unions-contestent-la-legitimite-de-la-junte-du-myanmar-a-la-cit>